



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas  
relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU)  
de la commune de Saint-Christo-en-Jarez (42)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-00637

**DÉCISION du 15 février 2018**  
**après examen au cas par cas**  
**en application des articles R104-28 et suivants du code de l'urbanisme**

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00637, déposée complète par la communauté urbaine Saint-Etienne Métropole le 15 décembre 2017, relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Christo-en-Jarez (42) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date 18 janvier 2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Loire en date du 1<sup>er</sup> février 2018 ;

Considérant que la commune de Saint-Christo-en-Jarez est une commune péri-urbaine de 1 828 habitants (INSEE 2015) située à 24 km de Saint-Etienne, incluse dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) Sud-Loire approuvé le 19 décembre 2013 et soumise au règlement national d'urbanisme (RNU) ;

Considérant que le projet prévoit l'accueil de 160 à 200 habitants supplémentaires ;

Considérant que les espaces à urbaniser sont situés en dents creuses et représentent une superficie limitée à 2,8 ha ;

Considérant que la richesse écologique du territoire a été identifiée, notamment les zones humides et le corridor fuseau du schéma régional de la cohérence écologique (SRCE) Rhône-Alpes, et que le projet de zonage la prend bien en compte ;

Considérant, au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à ce stade, que la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Christo-en-Jarez (42) **n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale** ;

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Christo-en-Jarez, objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00637, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

### **Article 3**

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité  
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,



Jean-Pierre NICOL

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
siège de Clermont-Ferrand  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1